



**SANTÉ SOCIAUX SOMME**

S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

**UDAF de la Somme**

## 3<sup>ème</sup> jour de grève Faudra-il un drame ?

Les salariés de l'UDAF sont dans la rue depuis le mardi 3 avril. Ils débutent ce jeudi leur troisième jour de grève.

Ils dénoncent une organisation du travail en constante mouvance, **une gestion du personnel qui ne repose que sur une stratégie d'intimidation et de division.**

Ils dénoncent les conséquences de cette maltraitance institutionnelle : la surcharge de travail due aux nombreux arrêts maladie et l'absence de remplacement des postes vacants.

### **DES ADMINISTRATEURS AUX ABONNES ABSENTS**

**Le conseil d'administration n'a pas répondu aux multiples demandes de rencontres. Aucun d'entre eux ne s'est manifesté alors que plus de la moitié du personnel est dans la rue depuis 3 jours.**

Le Président, prévenu depuis jeudi dernier, n'a finalement rencontré qu'hier l'ensemble des salariés grévistes, en présence du directeur.

La rencontre n'a pas permis d'ouvrir le dialogue. Le directeur a procédé comme à son habitude à des intimidations individuelles, sans être jamais désavoué par le président.

Ce dernier refuse d'entendre les revendications sur la souffrance au travail propre à l'UDAF de la Somme, et se retranche derrière les contraintes budgétaires imposées par l'Etat. Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Soucieux de sortir de ce conflit, nous avons proposé au président de le rencontrer seul dès hier en fin d'après-midi.

Il nous a répondu ne pouvoir être disponible qu'à compter du jeudi 5 avril à 14 heures... Pendant ce temps là les usagers peuvent bien attendre !

Face à ce mur, la question de la poursuite de la grève ne s'est pas posée tant les salariés sont sidérés par autant de mépris et d'indifférence.

A l'heure où les effets de la grève commencent à peser sérieusement sur la population que les salariés ont la charge d'accompagner au quotidien, nous souhaitons que chacun, qu'il soit partenaire institutionnel de l'UDAF ou simple contribuable concourant à son financement soit parfaitement informé.

**Nous appelons également les financeurs à prendre leurs responsabilités et à cesser de renvoyer les salariés et leurs représentants sur un Conseil d'Administration qui a déserté et qui n'assume pas ses responsabilités d'employeur.**